

Le salazarisme et le fascisme européen

In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°62, avril-juin 1999. pp. 15-25.

Résumé

Le salazarisme et le fascisme européen, Antonio Costa Pinto.

Que le salazarisme ne puisse être tenu pour un « fascisme » constitue une donnée que tous les historiens aujourd'hui admettent. Peut-on, en revanche, le réduire à une simple dictature ? En aucun cas. La volonté de transformer le Portugal, l'émergence d'institutions originales, l'alliance contractée entre l'Église et le régime reflètent une ambition que l'on ne saurait réduire au pouvoir absolu d'un homme seul et qui incite à reprendre le dossier dans une démarche comparatiste.

Abstract

Salazarism and European Fascism, Antonio Costa Pinto.

That Salazarism cannot be considered as a "fascism" constitutes a given that all historians accept today. Can one, however, reduce it to a simple dictatorship ? Not at all. The desire to transform Portugal, the emergence of original institutions, and the alliance contracted between the Church and the regime reflect an ambition that could not be reduced to the absolute power of a man alone. This suggests the interest in going back to the dossier for a comparative study.

Citer ce document / Cite this document :

Pinto Antonio Costa. Le salazarisme et le fascisme européen. In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°62, avril-juin 1999. pp. 15-25.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1999_num_62_1_4523

LE SALAZARISME ET LE FASCISME EUROPÉEN

António Costa Pinto

Trop souvent négligé dans l'étude comparative des régimes non démocratiques, le salazarisme offre pourtant d'intéressantes pistes de réflexion sur la nature de ces dictatures nées dans l'Europe des années 1920. Se plaçant dans une perspective comparative, António Costa Pinto restitue ici toute la singularité d'un régime dont le mot d'ordre ambigu était de « faire vivre le Portugal habituellement ».

Le salazarisme fut la plus longue des dictatures de droite du 20^e siècle européen¹. Issu d'une dictature militaire instaurée en 1926, « l'État nouveau » de Salazar fut renversé en 1974 par un coup d'État militaire, après une guerre coloniale en Afrique qui dura treize années. Ce bref article se propose de réfléchir à la nature de la dictature portugaise dans une perspective comparative. Centré sur la période de l'entre-deux-guerres, il a pour objet de définir la place de cette dictature dans les débats consacrés au fascisme européen et aux régimes qui lui sont associés.

○ LES ORIGINES

Le coup d'État du 28 mai 1926 qui mit un terme à la République parlementaire ne fut pas seulement une intervention militaire de type prétorien dans la vie politique. Le libéralisme républicain fut renversé par une armée divisée et politisée, surtout depuis l'intervention portugaise pendant la première guerre mondiale. Une

armée imprégnée d'appels au coup d'État émanant de factions organisées en son sein, lesquelles allaient des républicains conservateurs aux catholiques sociaux, à l'extrême droite intégraliste et autres appendices fascistes, particulièrement influents chez les jeunes officiers². Il ne faut pas oublier que ces derniers constituèrent la base de la première dictature moderne établie au Portugal, celle de Sidónio Pais (1917-1918) qui anticipa quelques aspects du fascisme, populisme anti-ploutocratique, notamment.

L'influence de ces agents idéologiques et politiques n'était évidemment pas égale. Les principaux furent sans doute les intégralistes et les catholiques. Les premiers, monarchistes traditionalistes, faisaient du corporatisme une base alternative au libéralisme, en insistant sur les valeurs rurales et l'anticosmopolitisme. Les seconds, tout en conservant ces deux valeurs, adoptèrent le corporatisme des encycliques papales. Bien que monarchistes en majorité, ils eurent une attitude pragmatique vis-à-vis de la formule républicaine. Cependant, ils ont partagé l'intransigeance antilibérale des intégralistes tout en prônant plus concrètement le renforcement du magistère de l'Église, exprimant ainsi la voix d'une hiérarchie religieuse profondément ébranlée par l'anticléricalisme républicain³. Mais si ces courants marquèrent le

1. Sur les interprétations du salazarisme, cf. António Costa Pinto, *Salazar's Dictatorship and European Fascism. Problems of Interpretation*, New York, Social Science Monography (SSM) – Columbia University Press, 1995.

2. Cf. António Costa Pinto, « Crises and Early Authoritarian Takeover : Portugal, the Social Constraints of Political Change », dans Jeremy Mitchell, Dirk Berg-Schlosser (eds), *Crisis, Compromise, Collapse, Conditions for Democracy in Interwar Europe*, Londres, MacMillan Press, 1998.

3. Sur le catholicisme social, cf. Marie-Christine Volovitch, « Le mouvement catholique au Portugal à la fin de la monarchie constitutionnelle (1891-1913) », thèse de docto-

salazarisme, il convient de ne pas oublier que les républicains conservateurs – participant au coup d'État de 1926 – représentèrent un poids important dans la dictature militaire et formèrent un compromis institutionnel avec l'État nouveau.

Après avoir renversé le régime républicain, la dictature militaire a d'emblée résolu par la négative quelques problèmes chers au bloc conservateur. Le parti démocrate a été éliminé du pouvoir et ses dirigeants exilés. Le mouvement ouvrier, à dominante anarcho-syndicaliste, a vu le droit de grève supprimé et sa marge de manœuvre légale fortement restreinte. L'Église catholique, fût-ce prudemment, étant donné la présence de nombreux militaires et civils républicains, a approuvé le coup d'État et offert aussitôt sa composante laïque pour occuper d'éventuelles charges ministérielles.

Tout en étant un « régime d'exception », la dictature militaire fut pourtant un régime instable. Se succédèrent conspirations, coups d'État, manœuvres en coulisses et même tentatives révolutionnaires qui traduisaient bien une lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la vaste coalition conservatrice. Les difficultés pour consolider l'ordre autoritaire se sont accumulées, vu la diversité politique du bloc conservateur et sa capacité à pénétrer l'institution militaire. Curieusement, ce fut dès la dictature militaire que les fascistes bénéficièrent d'une certaine influence, du fait de leur présence dans les corps de jeunes officiers, créant ainsi quelques organisations autonomes, dont la plus importante fut le National-Syndicalisme de Rolão Preto¹. Ce « pluralisme limité », utilisant comme médiateurs des militaires, a progressivement été dominé par un jeune politicien du petit Parti du centre catholique, nommé ministre des Fi-

nances en avril 1928. Bien qu'ayant une patine technocratique de « sauveur des finances », Salazar n'était ni inconnu ni surtout apolitique.

En 1930, un décret-loi créait l'Union nationale (UN), un « anti-parti » destiné à regrouper les forces civiles qui appuyaient le régime. Trois ans plus tard, une nouvelle constitution proclamait le Portugal « République unitaire et corporative », fruit d'un compromis entre les principes libéraux et corporatifs de représentation. Mais les premiers furent pervertis par la réglementation postérieure et les seconds limités et relégués au second plan. Seules subsistaient la dictature de fer du « président du Conseil » et une Assemblée nationale occupée par l'UN et régulée par le jeu d'élection sans choix et d'accès limité.

Afin d'éviter tout débordement, même de la part d'une Chambre dominée exclusivement par le parti gouvernemental, l'autonomie presque totale de l'exécutif fut consacrée. A la présidence de la République se maintenait le général Carmona, garant des intérêts militaires. Les services de censure éliminèrent toute idée de conflit et s'attaquèrent tant à l'opposition qu'à la minorité fasciste qui, à l'origine, persistait à défier le nouveau régime. La police politique fut aussi réorganisée et utilisée dans une logique répressive significative.

Tout cela fut réalisé « à partir d'en haut », sans démagogie fasciste excessive ; en comptant davantage sur les généraux et les colonels que sur les lieutenants ; avec le ministère de l'Intérieur plus qu'avec la rue. En 1934, après quelques soubresauts mineurs, le libéralisme politique fut éliminé et les institutions républicaines remplacées. Les chefs fascistes récalcitrants, tels Rolão Preto et d'autres, furent exilés, mais la majorité parvint à se reconverter dans des fonctions subalternes, surtout lorsque la guerre civile espagnole, quelques années plus tard, inquiéta le régime. Les grandes figures républicaines s'éteignirent dans l'exil intérieur et extérieur, une fois

rat, université de la Sorbonne nouvelle, 1983 ; Manuel Braga da Cruz, *As origens da Democracia Cristã e o Salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1980.

1. Cf. António Costa Pinto, *Os Camisas Azuis. Ideologia, Elites e Movimentos Fascistas em Portugal (1914-1945)*, Lisbonne, Estampa, 1994.

évanoui le bref optimisme suscité par le Front populaire espagnol. Les dirigeants anarcho-syndicalistes furent emprisonnés ou exilés en Espagne, laissant au jeune et petit parti communiste la direction de l'opposition clandestine.

Ce régime institutionnalisé sous la direction de Salazar à partir de la dictature militaire fut admiré par une partie des « minorités » qui allaient se retrouver à Vichy ou dans le franquisme, les mouvances d'origine maurrassienne et traditionaliste catholique avant tout, dans la mesure où les nouvelles institutions du salazarisme reflétaient une origine culturelle très proche¹.

○ LE SALAZARISME ET SON PROJET POLITIQUE

De nombreuses études sur les régimes dictatoriaux modernes ignorent le chef, soit comme prémisse théorique, soit en raison même du caractère pragmatique du dictateur. Pour le salazarisme, ce serait une erreur, car Salazar venait d'un milieu politique spécifique. Il disposait d'une vision du monde et de la société. Il avait inspiré le dessein institutionnel du régime et, une fois devenu chef incontesté, très peu de lois, de la plus importante à la plus anodine, ont pu être publiées sans son visa attentif, du moins jusqu'à sa décrépitude physique dans les années 1960.

Salazar a toujours conservé quelques traits idéologiques centraux qui découlaient du magma culturel dont il provenait : un intégrisme catholique, d'origine traditionaliste et antilibéral, dans un contexte de laïcisation et de modernisation accélérée que symbolisait pour lui la 1^{ère} République. Il fut un ultra conservateur dans le sens le plus littéral du terme. S'appuyant sur une vision organique de la société, il n'a cessé de défendre avec intransigeance

un refus viscéral de la démocratie et de son héritage idéologique. Il a dirigé le pays conscient de l'inéluctabilité de cette modernisation, mais en cherchant toujours à préserver ce que celle-ci menaçait. Tout le reste en a découlé ou est venu par surcroît. Et ce surcroît ne fut pas mince, dans la mesure où, contrairement à d'autres dictateurs, il était aussi professeur d'économie politique et avait des idées claires sur la gestion de « l'actif » et du « passif » d'un État.

Selon la Constitution de 1933, l'Assemblée nationale était constituée de deux chambres, celle des députés, élue au suffrage direct, et celle des corporations, qui devait représenter le sommet du système corporatif. La première fut « remplie » par l'UN et la seconde, en l'absence des corporations, fut cooptée entre les « forces vives », selon une pratique qui allait se pérenniser. Réalisées en 1934, les premières élections législatives eurent une claire fonction de légitimation. En général, ces consultations électorales traduisaient le caractère faiblement mobilisateur du régime². Ces élections régulières ont toujours été des scrutins où les 99 % obtenus devaient sauvegarder les apparences et paraître crédibles. On mobilisait les fonctionnaires publics et, dans un cadre déjà assez restreint d'électeurs, on manipulait les listes électorales afin de corriger d'éventuels déséquilibres.

L'UN était une émanation de Salazar, créée par décret gouvernemental (on légiférait sur le parti comme sur les chemins de fer), dominée par l'administration, mise en sommeil ou revitalisée suivant la conjoncture³. Étant donné la nature non fasciste du parti et son inspiration gouver-

1. Cf. António Costa Pinto, « L'État nouveau de Salazar et le régime de Vichy », dans Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p. 670-684 ; Yves Léonard, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996, p. 202-205.

2. Sur les élections et leur rôle dans le salazarisme, cf. Philippe C. Schmitter, « The Impact and Meaning of "Non-Competitive, Non-Free and Insignificant" Elections in Authoritarian Portugal (1933-1974) », dans Guy Hermet, Richard Rose, Alain Rouquié (eds), *Elections without Choice*, Londres, The Macmillan Press, 1978, p. 145-168 ; Fernando Rosas, *As Primeiras Eleições sob o Estado Novo*, Lisbonne, Cadernos O Jornal, 1985.

3. Sur l'Union nationale, cf. Manuel Braga da Cruz, *O Partido e o Estado no Salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1988.

nementale, sa comparaison avec les fascismes arrivés au pouvoir revient à souligner seulement leurs différences. Une comparaison éventuellement plus fructueuse devrait précisément être tentée avec les partis qui ont eu des origines semblables, dans les régimes de cette période qui ont créé des partis par le haut, qu'il s'agisse de la dictature de Primo de Rivera en Espagne ou de celles d'Europe centrale et orientale.

Certaines fonctions de légitimation de l'UN se sont révélées importantes dans le processus d'institutionnalisation de l'État nouveau : appuyer la monopolisation du pouvoir politique par le gouvernement, « en neutralisant toutes les forces susceptibles de disputer le pouvoir de Salazar » ; légitimer le régime par les élections ; unifier les diverses factions et les obliger à résoudre d'éventuels conflits à l'intérieur de l'UN, de façon à ne pas déstabiliser le régime¹. Il faut rappeler ici que Salazar a formé le régime à partir d'une dictature militaire extrêmement instable et traversée par de multiples clientèles politiques.

Plusieurs auteurs ont déjà souligné l'absence de rôle idéologique, de propagande ou de mobilisation de masse de l'UN, ce qui se vérifie d'ailleurs par la quasi-disparition du parti au cours des années 1930. L'UN fut réorganisée seulement en 1945, dans une conjoncture internationale adverse, alors que le régime avait permis, sous son contrôle, l'apparition d'une opposition électorale, et qu'il lui fallait donc faire voter pour des listes gouvernementales². Le parti de Salazar n'a pas constitué non plus le chemin exclusif pour accéder au pouvoir politique, comme le montre le nombre de titulaires de charges politiques – de la Chambre corporative aux ministres

et secrétaires d'État – qui ne sont pas passés par le parti. Celui-ci exerçait un contrôle sur l'accès aux échelons les plus bas de la fonction publique, où l'adhésion était indispensable. Mais « son importance augmentait à mesure que l'on passait de l'administration centrale à l'administration locale » ; sa composition sociale se caractérisait d'ailleurs par l'importance des notables locaux, propriétaires et commerçants ayant formé la majorité de ses commissions locales dans les années 1930³. Il n'y a donc pas eu de tension parti-État dans le salazarisme. Au contraire, la dépendance de l'État a marqué, dès le début, la vie de l'UN avec laquelle il s'est souvent confondu. L'État nouveau n'a jamais été un « État double » et Salazar a gouverné avec l'appareil administratif, reléguant au second plan les institutions proprement « politiques ». Mais la présence d'un parti unique au Portugal a renforcé l'autorité de Salazar, réduit la possibilité d'organisation de blocs et de groupes de pression, tout en lui conférant un certain pluralisme « technocratique » dans ses choix individuels.

La même vocation administrative s'est révélée dans ce qui fut l'un des grands thèmes de la propagande du régime, le système corporatif. Prévu dans la Constitution de 1933, le corporatisme portugais fut défini et réglementé par le Statut du travail national (ETN). L'influence du fascisme italien, claire dans l'équivalent portugais de la *Carta del Lavoro*, a été nuancée par le catholicisme social. Enfin, la Constitution n'a pas accordé aux « éléments organiques » le monopole souhaité par la droite radicale⁴.

Les organismes « primaires », définis dans

1. Cf. Arlindo Manuel Caldeira, « O partido de Salazar : antecedentes, organização e funções da União Nacional (1926-1934) », *Análise Social*, 22 (94), 1986, p. 975.

2. Sur l'opposition au salazarisme après 1945, cf. D. L. Raby, *Fascism and Resistance in Portugal. Communists, liberals and military dissents in the opposition to Salazar (1941-1974)*, Manchester, Manchester University Press, 1988.

3. Cf. Arlindo Manuel Caldeira, « O partido de Salazar... », art. cité, p. 960 et Manuel Braga da Cruz, *O Partido...*, op. cit., p. 234.

4. Sur le système corporatiste portugais, cf. Manuel de Lucena, *A evolução do sistema corporativo português*, vol. 1 – *O Salazarismo*, Lisbonne, Ed. Perspectivas e Realidades, 1976, et surtout Fátima Patriarca, *A Questão Social no Salazarismo*, Lisbonne, Imprensa Nacional/Casa da Moeda, 1995.

l'ETN, étaient constitués par les Syndicats nationaux, les Maisons du peuple et des pêcheurs, et, pour le patronat, les *Gremios*. Les professions libérales maintenaient les « ordres », mais avec des altérations qui bridaient leur autonomie et permettaient leur future intégration dans l'organisation corporative. Le discours politique qui a accompagné la création du système a toujours tenté une synthèse entre le fascisme et le catholicisme social. Ce discours était tempéré par les valeurs catholiques exprimées dans la Constitution, laquelle érigeait en principe la limitation du « profit exagéré du capital afin d'empêcher que celui-ci s'écarte de sa fonction humaine et chrétienne ».

Les Syndicats nationaux (SN) étaient créés par le sous-secrétariat d'État des Corporations et strictement contrôlés par l'Institut national du travail et de la prévoyance (INTP). La procédure était très bureaucratique, mais n'impliquait pas la rupture avec les vieux syndicats, certains acceptant le nouvel ordre corporatif. Les SN étaient soumis, dès le début, à un contrôle strict qui les privait de toute initiative. Statuts et dirigeants devaient être approuvés par l'État. Craignant des infiltrations, le gouvernement pouvait dissoudre et sanctionner les syndicats qui s'éloignaient des principes du Statut.

La syndicalisation ne devenait obligatoire qu'en certains cas, mais la représentativité étant totale, l'État pouvait décider d'établir un système de cotisations forcées. L'utilisation du produit de ces cotisations par les syndicats était également soumise à autorisation. La possibilité d'impulser de nouveaux contrats collectifs de travail était entièrement contrôlée par l'État. Afin d'assurer l'approvisionnement culturel des organismes destinés aux « classes dangereuses » une Fédération nationale pour la joie dans le travail (FNAT) fut créée pour coordonner et produire, en collaboration avec le secrétariat de la Propagande nationale (SPN), l'activité du *Dopo Lavoro*.

Le président de la République et l'As-

semblée nationale étaient élus par suffrage direct des « citoyens ». Le parti unique monopolisait la représentation politique et occupait la place théorique du pouvoir législatif. Dans la pratique, l'Assemblée nationale n'avait guère de pouvoirs. Elle se réunissait peu et se limitait, dans la plupart des cas, à approuver les lois émanant du gouvernement. Quant à la Chambre corporative, elle n'avait aucun pouvoir, pas même théorique. Elle n'avait que des fonctions consultatives vis-à-vis de l'Assemblée nationale et rendait des avis sur les projets de loi qui ne liaient pas cette dernière.

Autre dimension à prendre en compte dans la comparaison, les relations avec l'Église catholique, dans la mesure où les régimes autoritaires fascistes ont pu trouver en elle un appui d'autant qu'ils naquirent à la suite de programmes républicains de laïcisation. L'Église catholique portugaise n'a pas seulement constitué l'une des sources idéologiques du régime, elle en a aussi été « un instrument essentiel, toujours soumise à sa direction politique »¹. Par-delà la symbolique catholique que le régime s'est appropriée, avec l'appui explicite de la hiérarchie, il est possible de parler d'un programme politique de « christianisation » qui a pénétré toutes les institutions du régime, particulièrement celle à vocation sociale, comme l'appareil scolaire.

Lorsqu'en 1936 furent créées diverses organisations directement inspirées du fascisme – la *Mocidade Portuguesa* (MP), organisation officielle de jeunesse, de caractère paramilitaire, dépendant du ministère de l'Instruction, ou la *Legião Portuguesa*, milice volontaire anticomuniste découlant du « péril rouge » en Espagne –, ces institutions se dotèrent immédiatement de services religieux qui ne cessèrent de les accompagner par la suite. Dans le cas de la jeunesse, sujet sensible des relations

1. Cf. Silas Cerqueira, « L'Église catholique et la dictature corporatiste portugaise », *Revue française de science politique*, 23(3), juin 1973, p. 504 ; Manuel Braga da Cruz, *O Estado Novo e a Igreja Católica*, Lisbonne, Bisâncio, 1998.

Église-État dans les régimes fascistes, l'État évita de dissoudre ou d'absorber les organisations catholiques, qui préservèrent leur autonomie, et purent assurer leur influence dans l'organisation officielle.

L'étroite association Église-État a largement dépassé la simple convergence d'intérêts. On peut parler ainsi d'un noyau idéologique et politique commun Église-régime, allant du corporatisme à l'antilibéralisme et à l'anticommunisme¹. C'est seulement dans les années 1950 et surtout 1960, avec la guerre coloniale, que l'Église et le mouvement catholique commencèrent à prendre leurs distances vis-à-vis du régime.

○ AUTORITARISME, ÉTAT ET SOCIÉTÉ

Beaucoup de travaux sur le fascisme ont souligné la dimension non mobilisatrice de régimes comme celui de Salazar. Une telle position est sans doute correcte si elle est entendue comme synonyme d'absence de mobilisation et d'encadrement à tendance totalitaire de la population. L'État nouveau, même pendant « l'époque du fascisme », a été profondément conservateur et a fait davantage confiance aux instruments d'encadrement traditionnels, comme l'Église et les élites traditionnelles, qu'aux organisations de masse. Toutefois, il n'a pas oublié de veiller à ses intérêts dans le cadre de ses relations avec la société, créant un appareil culturel et social inspiré directement du fascisme.

Si le corporatisme est resté incomplet dans l'appareil politique et institutionnel, il a néanmoins constitué le modèle culturel officiel de l'État nouveau. Une conception éminemment organiciste donnait l'image que le régime tentait de projeter de lui-même et du pays. Sur le terrain de la propagande, il semble que ce soit le projet de la droite radicale intégraliste qui ait été appliqué, avec la bénédiction du catholicisme.

1. Cf. Silas Cerqueira, « L'Église catholique... », art. cité, p. 504.

En 1933, le régime créa le secrétariat à la Propagande nationale (SPN) dirigé par un intellectuel connu, António Ferro. Celui-ci n'avait rien à voir avec Salazar sur le plan culturel. C'était un journaliste cosmopolite lié aux milieux futuristes et modernistes, admirateur du fascisme depuis les années 1920. Disposant de la confiance du dictateur et dépendant directement de lui, Ferro a mis en place une machine qui a largement dépassé le simple impératif de gestion de l'image de Salazar. Tout en n'ayant que peu de choses en commun avec l'intégrisme provincial du chef – ou justement à cause de cela –, António Ferro allait doter le régime d'un « projet culturel » qui synthétisait avec habileté des sources esthétiques « modernes » et une véritable « réinvention de la tradition ».

C'est le SPN qui a coordonné et alimenté la presse du régime, qui a dirigé les services de censure, qui a organisé les manifestations de masse et alimenté les festivités destinées aux classes populaires, en étroite association avec l'appareil corporatif. En outre, il a assuré maintes activités davantage destinées aux élites et développé également les relations culturelles avec l'étranger. Afin de mener à bien ces multiples activités, il a recruté des intellectuels et des artistes, qui, sans cette médiation « moderniste », auraient été difficilement séduits par le profil du chef du gouvernement, une partie de ceux-ci ayant d'ailleurs milité dans les groupes fascistes qui s'opposèrent à Salazar.

L'orientation sélective de la censure représentait également un révélateur clair du type idéal « organiciste ». Dans une société où tout conflit avait théoriquement été aboli, rien qui eût permis d'attester sa survivance ne pouvait être publié. D'ailleurs, le régime n'interdisait pas ou ne dissolvait pas systématiquement les publications de l'opposition. Celles-ci survécurent tout au long des années 1930, isolées ou réduites à un public intellectuel. Elles pouvaient même débattre de la signification sociale de l'art ou du pacte germano-soviétique, à

condition de rester confinées dans les étroites limites des cafés de Lisbonne et de ne pas atteindre la classe ouvrière. Pour les bastions provinciaux, Salazar était tranquille et confiant dans les modèles d'encadrement traditionnels. Comme il le déclara un jour, « politiquement, il n'existe que ce que le public sait qu'il existe »¹. En revanche, dans le domaine, incontournable, de la « paix sociale », la censure était implacable.

L'appareil scolaire a fait l'objet d'une attention quasi malade de la part du régime. L'enseignement religieux fut réintroduit dans les écoles officielles et inonda littéralement les *curriculum*, particulièrement dans l'enseignement primaire, symbole et orgueil du laïcisme républicain, où une minutieuse réglementation, allant de l'obligation de placer un crucifix dans les salles de classe à la construction de chapelles, était insérée dans les nouveaux programmes. Parallèlement, toute une relecture nationaliste et traditionaliste de l'histoire portugaise fut introduite. Si les attitudes face au système scolaire sont révélatrices de la stratégie de la modernisation, les réformes de l'État nouveau exprimaient une crainte prononcée de l'alphabétisation et se caractérisaient par une véritable « stagnation de l'éducation », en dehors même de la modification radicale du contenu des programmes². Toutefois, le système public fut maintenu et aucune concession financière significative ne fut accordée à l'enseignement catholique privé.

Cependant, les deux organisations créées en 1936, la *Mocidade Portuguesa* et la *Legião Portuguesa* ne figuraient pas dans les projets initiaux du régime. En 1933 déjà, afin de combattre et de légitimer la dissolution du National-Syndicalisme de Rolão Preto, le SPN avait créé l'*Acção Escolar Vanguarda*, première organisation

fasciste de jeunesse d'initiative officielle qui eut un caractère volontaire³. Après la dissolution du mouvement de Preto, le régime allait abandonner cette première initiative et créer la MP. Celle-ci, obligatoire, dépendrait du ministère de l'Instruction. La MP, orientée vers l'univers urbain où des « vices » corrompaient la jeunesse lycéenne, n'eut jamais le dynamisme de ses homologues fascistes et fut, dès le départ, encadrée par des services religieux, l'Église suivant de près cette initiative officielle⁴.

La seconde organisation eut des objectifs divers et sa création marqua l'introduction d'une chorégraphie fasciste dans la conjoncture de la guerre civile espagnole. La *Legião Portuguesa* (LP) se constitua en 1936 comme milice anticomuniste, avec des fonctions paramilitaires et de renseignement policier. Une partie de la minorité fasciste, dûment encadrée par des officiers de l'armée, s'était regroupée dans cette organisation sous le contrôle étroit de l'État. Toute tentative de voir dans cette organisation quelque influence ou « tension » fasciste sur le régime est dépourvue de fondement empirique, Salazar l'ayant toujours reléguée au second plan, même si sa création a sans doute reflété la crispation du régime face au « péril rouge » dans le pays voisin⁵.

Pour l'essentiel, le régime n'a pas connu les tensions de mobilisation de ses homologues et il a provoqué l'apathie. En isolant le microcosme urbain, n'ayant guère confiance dans la mobilisation de la petite bourgeoisie, il s'est appuyé sur deux agents principaux dans l'univers du « Portugal profond » : les notables locaux et l'Église. Le régime comptait sur les élites traditionnelles pour maintenir l'ordre social en croisant habilement l'administration lo-

3. Sur l'AEV, cf. António Costa Pinto, Nuno Ribeiro, *A Acção Escolar Vanguarda (1933-1936)*, Lisbonne, História Crítica, 1980.

4. Cf. Simon Kuin, « A Mocidade Portuguesa nos anos Trinta : a instauração de uma organização para-militar de juventude », *Análise Social*, 122, 1993, p. 555-588.

5. Cf. Luís Nuno Rodrigues, *A Legião Portuguesa. A Milícia do Estado Novo, 1936-1944*, Lisbonne, Estampa, 1996.

1. Cf. António de Oliveira Salazar, *Discursos (1928-1934)*, Coimbra, Coimbra Ed., 1935, p. 259.

2. Maria Filomena Mónica, *Educação e Sociedade no Portugal de Salazar (A escola primária salazarista, 1926-1939)*, Lisbonne, Presença, 1978.

cale et le parti qui réunissait les notables locaux. La coopération de l'Église suffisait pour maintenir la province dans un ordre qui se voulait immuable. Dans le Sud des grandes propriétés rurales, où le prolétariat affichait de faibles indices de religiosité, la police était plus attentive. Dans le reste du pays rural, ce n'était pas nécessaire.

Salazar a dit un jour à Henri Massis que son objectif était de « faire vivre le Portugal habituellement ! »¹. Ce maître mot qui a tant enchanté son adepte français, au-delà de la démagogie consciente qu'il renferme, résume bien le fonds traditionaliste du salazarisme. Le salazarisme a donc été volontairement non totalitaire, laissant « vivre habituellement » une grande partie de la population si celle-ci ne s'immisçait pas dans la politique, domaine réservé à la minorité gouvernante.

Cependant, il serait faux de confondre le régime de Salazar avec une vulgaire dictature « pragmatique » pendant la période qui nous intéresse ici (1933-1945). Le salazarisme a institué officiellement une vision « organique » de la société et a tenté, au moins durant cette période et avec persévérance, d'utiliser pour l'encadrer tous les instruments idéologiques et de contrôle social à sa disposition : l'administration, le corporatisme, l'école, la propagande d'État, les élites locales et l'Église. De plus, il a renforcé la présence de l'État dans l'économie, limité l'autonomie des élites économiques et les a disciplinées grâce à un strict contrôle.

○ LE NATIONALISME DE L'ÉTAT NOUVEAU

L'État nouveau a fait du nationalisme son principal élément de légitimation. Il a placé la transcendance de la « nation » et l'interprétation de son « intérêt » au centre de son discours politique et idéologique, tant sur le plan interne que pour ses choix internationaux.

1. Cité par João Medina, *Salazar em França*, Lisbonne, Ática, 1977, p. 50.

Recomposés, simplifiés et amplifiés par la propagande, les discours de Salazar constituèrent le principal bréviaire du nationalisme de l'État nouveau. Mais cette propagande introduisit, avec une relative autonomie, surtout dans les années 1930, une dimension symbolique plurielle. Le SPN, qui allait s'affirmer comme la grande institution « nationalisatrice » des années 1930, a peut-être constitué l'effort le plus cohérent de « réinvention de la tradition » de la part d'un organisme gouvernemental. L'agence dirigée par António Ferro organisait ainsi de grandes commémorations destinées aux masses et à l'esthétisation de ce nationalisme. Commémorations dominées par une volonté de statufier les héros du passé, principalement ceux de la période médiévale et de l'expansion.

Cependant, c'était certainement autour de l'appareil scolaire que la codification de l'idéal nationaliste pouvait, dans les années 1930, prétendre à la plus grande cohérence, notamment avec la réforme de Carneiro Pacheco. La tentative de « modeler les âmes portugaises » fut planifiée avec détermination à partir de 1936, avec les livres uniques, le contrôle et la formation des professeurs ainsi que des organismes comme la *Mocidade Portuguesa* ou L'œuvre des mères pour l'éducation nationale².

Les centres restaient néanmoins multiples et, malgré l'homogénéisation forcée

2. Anne Cova, António Costa Pinto, « Femmes et salazarisme », dans Christine Fauré (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997, p. 685-699. Carneiro Pacheco (1887-1957) : docteur en droit, professeur à l'université de Coimbra où il fut le collègue de Salazar, vice-recteur de l'université de Lisbonne (1931-1936), ministre de l'Instruction publique (1936-1940), ambassadeur au Vatican (1940-1946), puis à Madrid. Par la loi du 1^{er} avril 1936, il transforma le ministère de l'Instruction publique en un « ministère de l'Éducation nationale », remodela l'ensemble des programmes, imposa la règle du « livre unique » ainsi qu'un contrôle très strict sur la sélection et le comportement du personnel enseignant. Il proposa également d'intégrer la *Mocidade Portuguesa* dans un cadre national et prémilitaire. Enfin, dans cette même loi, il considérait comme obligatoire la présence d'un crucifix dans toutes les écoles primaires « comme symbole de l'éducation chrétienne déterminée par la Constitution » (*note du traducteur*).

de la censure, continuaient à émettre des signaux parallèles, même dans les années 1930. Le conservatisme le plus traditionnel imprégnait toujours la presse écrite, se rapprochant du modèle d'un chef dictatorial paternaliste, d'un « président du Conseil » plus que d'un « chef » de la Légion portugaise, de la « patrie du folklore et des barrages » plus que de la « patrie paramilitaire », de la « patrie de l'Union nationale » plus que de la « patrie des Syndicats nationaux ». De plus, l'Église, tant par l'influence qu'elle exerçait dans les institutions officielles qu'à travers son puissant noyau d'institutions autonomes, se transforma en un efficace instrument complémentaire de socialisation idéologique. Nationalisme et « providence » complétaient le discours officiel, tout en introduisant une forme de diversité.

En l'absence d'un parti unique totalisant, disposant du monopole de l'idéologie, des moyens de propagande et des organisations de masse, l'État nouveau n'a pas connu un niveau d'élaboration de « l'homme nouveau » fasciste comparable à l'Italie de Mussolini ou au national-socialisme allemand, qu'il ne tenta au demeurant jamais de mettre en œuvre de façon extensive.

« L'homme nouveau » du salazarisme des années 1930, vivant essentiellement à la campagne, était probablement celui de « la leçon de Salazar » des manuels scolaires : respectueux, obéissant et croyant en Dieu ; travailleur et heureux de son rôle social dans la « production nationale » ; fier de sa patrie ancienne incarnée dans un château médiéval ; attentionné à l'égard de sa femme et de ses enfants. D'autres composantes pourraient être relevées, comme celles plus mobilisatrices qui furent dévolues à la jeunesse et à la milice, mais le plus important à souligner est que le portrait reste ici, peut-être de façon intentionnelle, plus flou, mais aussi plus explicite.

Même s'il y eut des inclinations fascistes au sein de la MP, de la LP ou de certains stéréotypes du SPN, comme son

culte du chef plus païen, éventuellement plus guerrier et adepte d'une divinisation communautariste de la nation, le camp conservateur et catholique domina systématiquement et avec peu d'à-coups la nationalisation de la société portugaise, s'affirmant, avec l'empire, comme la principale constante du discours nationaliste officiel.

○ LE SALAZARISME ET LA VAGUE DICTATORIALE ET FASCISTE EN EUROPE

Les définitions génériques du fascisme abondent mais peu concernent les « régimes fascistes »¹. Les définitions s'en tiennent aux caractéristiques associées aux mouvements et à la définition de régimes où les valeurs, méthodes et action politique des fascistes réussirent à imprégner les dictatures².

Il ne fait pas de doute que la fascisation des régimes dictatoriaux a été indissociablement liée au mouvement, à sa capacité d'influencer l'État et les institutions, de médiatiser ses relations avec la société. C'est dans cette tension totalisante ou dans ce « degré de fascisation » que réside la spécificité du phénomène. Cette tension fut plus forte dans l'Allemagne national-socialiste que dans l'Italie fasciste et fut également très ressentie dans les autres régimes dictatoriaux. Ainsi, pour citer quelques exemples, pendant la première phase du franquisme (1939-1945), durant le court régime légionnaire en Roumanie ou dans la Hongrie des Croix fléchées de Szálazi, tous ces régimes furent plus proches de la spécificité fasciste que de régimes comme celui de Salazar.

De même que la majorité des régimes autoritaires de l'Europe du Sud et de l'Est, le salazarisme fut influencé de façon décisive par le fascisme italien, mais il ne connut ni la spécificité du « mouvement »

1. Cf. Roger Griffin, *The Nature of Fascism*, Londres, Routledge, 1993.

2. Cf. Stanley G. Payne, *A History of Fascism (1914-1945)*, Madison, University of Wisconsin Press, 1995.

ni le virage totalitaire de la seconde moitié des années 1930. Autrement dit, la comparaison doit plus porter sur les institutions et sur le fonctionnement du système politique. Ce fut au Mussolini des années 1920, disciplinant le parti fasciste, le conciliant avec l'Église catholique, faisant l'apologie de l'ordre, en résumé au dictateur « autoritaire » du compromis avec la droite réactionnaire italienne, ce fut à ce Mussolini qu'une partie des élites autoritaires portugaises s'identifièrent. Néanmoins, le salazarisme et la majorité de l'élite politique ne se reconnurent guère dans le Mussolini chef charismatique et encore moins dans son parti.

Comme d'autres régimes, le salazarisme effectua des voyages d'études en Italie et s'appropriä des modèles qu'il altéra. Les statuts du corporatisme, la propagande, l'organisation officielle de la jeunesse et des femmes constituent autant d'exemples d'institutions créées suivant le modèle fasciste et qui nécessitèrent, de la part de régimes essentiellement réactionnaires, l'adoption de certains paramètres de la politique des masses. Mais ces institutions furent, d'une part, limitées, coexistant avec d'autres, et ne prétendant pas à l'hégémonie et, d'autre part, ne subirent pas le contrôle du parti fasciste.

On ne s'étonnera guère, dès lors, de voir le salazarisme exalté par les dictateurs ou les mouvements de la droite radicale, que cette exaltation ait été sincère ou motivée, souvent avec sincérité, par le souci d'éviter toute identification avec le fascisme. On pourrait multiplier à l'envi les citations de Pétain sous Vichy et de *L'Action française* ou, en Europe orientale, d'intellectuels, comme Manoilescu, et de réactionnaires hongrois. Dans l'Italie mussolinienne, les monarchistes et les catholiques citaient le Portugal en exemple.

La matrice culturelle du régime de Salazar fut un nationalisme exacerbé de légitimation historique, fondé sur le corporatisme et la négation traditionaliste des valeurs républicaines et libérales, ainsi que

sur la revitalisation des valeurs du catholicisme intégriste comme variable restauratrice.

Sur le plan du système politique, quelques dominantes méritent d'être détachées : la vocation administrative, la limitation du « dynamisme » fasciste, le corporatisme pervertissant les mécanismes libéraux de représentation, le lien Église-État le plus étroit depuis la fin de l'ancien régime.

Dans des rapports avec la société, le salazarisme a proposé des modèles à « contre-courant » de revitalisation de la « bonne société » pour renforcer la hiérarchie sociale. Il a procédé à une réforme scolaire et idéologisé avec « nationalisme, traditionalisme et religion » l'idéal-type de société offert à la jeunesse, le complétant par une organisation de jeunesse officielle et une milice inspirée du fascisme. Il a créé une machine de propagande. Il a revitalisé les traditions « ethnographico-folklorique » portugaises. Mais il a surtout compté sur l'administration, les préfets, la police et les notables locaux. En résumé, le salazarisme a renoncé aux modèles de tendance totalitaire dans ses rapports avec la société et s'est méfié, en bon conservateur, de la mobilisation intensive de la population.

Sur le plan des origines culturelles et de l'idéologie, telles qu'elles s'exprimaient dans les discours officiels, les dictatures les plus proches du salazarisme furent indéniablement celles où l'influence maurrasienne et celle du catholicisme dominèrent, ce qui fut le cas dans un secteur important du franquisme, de Vichy ou du régime de Dollfuss. Cependant, si l'on étend l'analyse comparative des processus de transition à l'autoritarisme et à ses agents fondamentaux, la chute du libéralisme et de la dictature militaire fit partie intégrante du cycle autoritaire des années 1920, principalement d'initiative militaire, mais appuyé par les partis autoritaires de la droite, comme en Hongrie dès 1919, en Pologne, en Grèce et en Lituanie en 1926.

L'État nouveau de Salazar fut de toutes les dictatures européennes nées dans les années 1920, la plus institutionnalisée et la plus longue. Ce dernier point est moins important pour ce qui nous préoccupe ici. Sans de sévères contraintes internationales, de nombreuses dictatures des pays périphériques d'Europe du Sud et de l'Est auraient probablement survécu, avec des caractéristiques très proches de celles de la dictature de Salazar. Des régimes, comme ceux de Pilsudski en Pologne, Smetona en Lituanie et, plus tard, Dollfuss en Autriche ou Horthy en Hongrie, parties intégrantes de la même vague autoritaire de l'après-guerre présentent des caractéristiques proches de celles qui présidèrent à l'institutionnalisation de l'autoritarisme portugais. Ce sont des facteurs plus externes qu'internes qui furent responsables du « gel » de l'institutionnalisation de ces régimes, laissant inachevé « le génie politique » en formation.

Toutes ces dictatures furent implantées après des coups d'État traditionnels et constituèrent un compromis entre conservateurs civils et militaires. Elles ont fondé des systèmes politiques de parti unique ou de parti hégémonique. Les partis fascistes furent soit absents, soit partenaires mi-

neurs dans les coalitions qui s'emparèrent du pouvoir. À des degrés divers, des élites et mouvements qui ont inspiré ces dictatures furent influencés par le fascisme, mais les principes, les vecteurs de l'institutionnalisation et le type même de dictature mise en place ont largement débordé la spécificité du fascisme. Ces dictatures furent des « réponses typiques aux pressions de la massification politique et de la modernisation dans la majeure partie de l'Europe du Sud et de l'Est pendant l'entre-deux-guerres »¹. Certaines de leurs caractéristiques se transformèrent d'ailleurs en un modèle dominant des dictatures de droite du 20^e siècle.



1. Cf. Stanley G. Payne, « Authoritarianism in the Smaller States of Southern Europe », dans H.F. Chehabi, Alfred Stepan (eds), *Politics, Society and Democracy. Comparative Studies (Essays in Honor of Juan J. Linz)*, Boulder, Westview Press, 1995.

Professeur d'histoire contemporaine à l'ISCTE (Lisbonne), docteur de l'Institut universitaire européen de Florence, professeur invité à Stanford University (1993) et Princeton (1996), António Costa Pinto a récemment publié Salazar's Dictatorship and European Fascism (New York, SSM-Columbia University Press, 1995) et dirigé Modern Portugal (Palo Alto, SPOSS, 1998).